

## EDF : la privatisation se prépare

21-10-2009

Dernière mise à jour : 21-10-2009

Au tour d'EDF de monter ses prix Depuis déjà plusieurs années, sur base des lignes européennes, le gouvernement cherche à réduire ses dépenses publiques par tous les moyens : restructurations et privatisations vont bon train. Ces mesures sont appliquées pas à pas et touchent tous les secteurs publics, faisant payer une fois de plus la crise du système capitaliste aux travailleurs et aux consommateurs.

D'abord établissement public à caractère industriel et commercial, EDF a changé de statut en novembre 2004 pour devenir une société anonyme à capitaux publics, puis s'ouvrir à la concurrence en juillet 2007. Poweo, une des entreprises concurrentes les plus importantes, proposait alors des tarifs 5 à 10 % inférieurs à ceux d'EDF. Pourtant, un an après l'ouverture à la concurrence, un sondage révélait que seul 3% des Français avait changé de fournisseur d'énergie, illustrant l'absence de motivation à rentrer dans ce jeu de marché. En termes de capitalisation boursière, EDF SA est au 2ème rang mondial des groupes d'énergie, derrière Gazprom (société russe). Pour le premier semestre 2009, l'entreprise publie un chiffre d'affaire de plus de 34 millions d'euros, ce qui correspond à une hausse de 4,9 % par rapport à 2008 (source : Le Monde, 2 septembre 2009). Mais malgré ces chiffres, en août dernier, les tarifs pour les particuliers ont augmenté de 1,9 %, ce qui se traduira dans nos factures par une hausse de 0,5 à 1,5 euros par mois selon la consommation des foyers. Les capitalistes n'ont vraiment aucun scrupule pour s'enrichir toujours plus sur notre dos ! L'ouverture à la concurrence touche non seulement les consommateurs mais également les travailleurs qui subissent directement les conséquences du souci de rentabilité qui en découle. Au printemps dernier, EDF SA, qui est l'entreprise du secteur industriel la plus syndiquée du pays, a connu un important mouvement de grève, lancé par la base des travailleurs pour l'arrêt de l'externalisation des activités, un plan d'embauche massif et une augmentation de salaire de 300 euros. La direction a mis en place des mesures répressives massives contre les grévistes, cherchant explicitement à intimider les salariés et affaiblir ainsi le mouvement de contestation qui prenait d'autant plus d'ampleur qu'il avait lieu dans le contexte des journées de grève générale. Les capitalistes ont raison d'avoir peur du mouvement ouvrier car c'est lui, par la convergence des luttes et la reprise en main des moyens de production, qui a le pouvoir de renverser ce système qui ne sert qu'aux riches. Rachel Mahé